



www.sante-environnement-jura.fr

LA LETTRE

N° 2026 18

14 Avril 2026

FACE A UNE CONTAMINATION GENERALISEE ? QUE FAIRE ?

Le journal Le Monde daté du 23 mars 2026 titrait un article : « Est-ce normal d'avoir l'impression d'empoisonner ses enfants en les nourrissant » ?

Ce titre évidemment interpelle.

Tout d'abord il tend uniquement à responsabiliser les parents tout en dédouanant les pouvoirs publics normalement responsables de notre sécurité alimentaire. On le voit chaque jour avec l'ensemble des contaminations dont nous révélons la teneur dans nos informations. Ces contaminations par les pesticides, les PFAS, les perturbateurs endocriniens, le cadmium etc sont connues depuis des années par les scientifiques indépendants du pouvoir et des industries. Mais, à chaque fois, les pouvoirs publics n'en tiennent pas compte et ne prennent pas les décisions nécessaires pour faire cesser ces atteintes à la santé des populations. Ceci, tout simplement parce que les profits des secteurs économiques concernés valent davantage que la santé des populations. Pour ne pas prendre ces décisions, les pouvoirs publics retournent la situation en faisant supporter les causes aux intéressés.

Le journal mentionné plus haut a questionné Anne DUPUY, sociologue, professeur à l'Université de Toulouse et spécialiste de l'alimentation des enfants.

Celle-ci a mis en évidence plusieurs enjeux :

- la variété de l'alimentation avec la problématique du surpoids

- les effets de ce que l'on donne à manger aux enfants sur la santé à moyen et long terme.

Ce qui lui permet d'ajouter : « *Les parents sont confrontés à une double injonction, être attentifs à la santé nutritionnelle des enfants et en même temps, avoir un accompagnement affectif qui ne soit pas trop anxiogène.* ».

Ce qui l'a amené à constater des inégalités : « *Dans les foyers les moins diplômés, les parents, face à l'extrême complexification du travail nourricier se tournent vers les produits du commerce. Ils ne se sentent plus légitimes à arbitrer eux-mêmes, ils délèguent ainsi l'alimentation des enfants au cours de cette période de diversification particulièrement sensible. A l'inverse, dans les foyers les plus diplômés, une partie des parents ne délèguent plus rien à l'industrie. Ces réfracteurs absolus, notamment les mères les plus éduquées, s'attellent à un travail de re naturalisation de l'alimentation par le bio et le local.* ».

Voilà le résultat de ces attermolements des pouvoirs publics ! Ceux qui ont les moyens matériels, culturels et financiers peuvent limiter les dégâts alors que les autres sont contraints de choisir des aliments ultra transformés très nocifs, en général, à la santé.

Alors que faire ?

Le seul moyen efficace de lutter contre la construction de ces inégalités et pour sauvegarder sa santé c'est l'action collective pour :

- exiger des pouvoirs publics les interdictions des polluants qui sont le fait des pratiques humaines et donc modifiables. Il ne suffit pas de l'inscrire dans

le Plan National Nutrition Santé (PNNS), il faut que l'Etat agisse.

- construire collectivement des solidarités afin de permettre à tous les foyers de remplacer les aliments nocifs par du bio et du local.

- pour combattre ce phénomène anxiogène de transfert des responsabilités collectives sur les individus.

Ce sont là, toutes les finalités de notre association. Alors pour vous rassurer, rejoignez notre association.

Action Santé Solidarité

Centre Social

Rue de Pavigny

39000 LONS LE SAUNIER

actionsantesolidarite@gmail.com

Pour ne plus recevoir la lettre, envoyer votre demande de désabonnement à l'adresse mail de l'association